

Dr EZZIDEEN 9 septembre 2026

"Depuis hier, les médias israéliens sont absorbés par le rapport de Haaretz alléguant que Netanyahu avait reçu un avertissement environ dix jours avant le 7 octobre : que Yahya Sinwar préparait une opération majeure qui pourrait entraîner des effusion de sang et déstabiliser toute la région. Selon le rapport, l'avertissement provenait de Sinwar et a été transmis par l'intermédiaire de Palestiniens et d'Émiriens avant d'atteindre le président des Émirats arabes unis, Mohamed ben Zayed, qui l'aurait ensuite transmis directement à Netanyahu. Depuis que l'histoire a éclaté, les Israéliens se disputent sans relâche : Qui savait ? Que savait Netanyahu ? Pourquoi rien n'a-t-il été fait ? Qui devrait être tenu responsable ? Les politiciens et les journalistes exigent des enquêtes et des comptes. Certains appellent à ce que Netanyahu lui-même soit tenu responsable. Et tandis que j'observe tout cela, je ne peux échapper à l'ironie amère : Si les Israéliens, en tant que peuple attaqué, estiment avoir le droit de questionner leur direction sur chaque décision qui a précédé le 7 octobre, alors nous à Gaza avons ce droit mille fois plus. Parce que nous avons payé le prix le plus élevé pour tout ce qui a suivi. Nous avons enterré nos enfants. Nous avons perdu nos maisons. Nos familles ont été dispersées. Nous avons enduré le déplacement, la faim et la peur. Et nous payons encore ce prix aujourd'hui. Peut-être le porterons-nous pour le reste de notre vie. Pourtant, de notre côté, les questions elles-mêmes sont traitées comme presque interdites. Qui a planifié le 7 octobre ? Que savaient-ils ? Quelle réponse d'Israël attendaient-ils ? Y avait-il le moindre plan pour protéger plus de deux millions de personnes des conséquences qu'ils savaient pouvoir suivre ? Ces deux millions de vies ont-elles même fait partie du calcul ? Poser ces questions n'est pas une trahison. Ce sont les questions

de ceux qui ont payé en sang. Je refuse qu'on me dise que je dois sanctifier un acte dont les conséquences, ma famille et mon peuple les ont payées si brutalement. Je refuse l'idée que nous devons applaudir ceux qui ont pris la décision pendant que les gens qui ont enduré ses conséquences se voient interdire de questionner le calcul qui la sous-tend. Vous pouvez croire totalement en la justice de la cause palestinienne. Vous pouvez condamner ce qu'Israël a fait à Gaza dans les termes les plus forts possibles. Et vous pouvez quand même refuser de transformer le 7 octobre en quelque chose de sacré, au-delà de la critique, de l'examen ou de la responsabilité. Pour nous, cela devrait être exactement l'inverse. Plus le prix est grand, plus le droit des victimes à demander qui les a fait payer et pourquoi est grand. Les sociétés vivantes ne sanctifient pas les décisions de leurs dirigeants après la catastrophe. Elles ouvrent les dossiers. Elles posent des questions. Elles enquêtent. Elles rendent des comptes. Mais quand les gens sont enterrés, leurs villes détruites, et que ceux qui restent en vie se voient dire de se taire par loyauté envers un récit, cela n'est plus seulement une fuite de la responsabilité. C'est demander aux victimes de sanctifier une décision dont les conséquences sont devenues partie de leur tragédie. [#SurvivalTestimony](#)"